



Bilan et régulation des postes définitifs d'enseignement pour la rentrée 2026

Déclaration de FORCE OUVRIÈRE au CSA-SD de la Haute-Savoie du 24 mars 20225

Monsieur le Directeur académique, Mesdames, Messieurs les membres du CSA-SD de Haute Savoie,

Pour La FNEC-FP-FO, une fois de plus il est impossible de commencer cette instance sans évoquer la situation internationale qui pèse sur l'ensemble des travailleurs et des peuples. En effet, ce CSA-SD se tient alors que nous assistons à une accélération de la marche à la guerre avec notamment le déclenchement de la guerre israélo-américaine contre l'Iran le 28 février.

Avec l'Internationale de l'Éducation (IE), la FNEC-FP-FO condamne les bombardements menés par les États-Unis et Israël et rappelle son attachement à la paix et à la solidarité internationale entre les peuples et les travailleurs.

Dans ce contexte le Président Macron annonce l'augmentation du nombre d'ogives nucléaires de l'arsenal français, la construction d'un nouveau porte-avion ... Autrement dit, les milliards vont continuer à couler à flot pour l'armement alors que les hôpitaux, l'École, les services publics répondant aux besoins vitaux de la population vont continuer à manquer de tout !

La FNEC FP-FO dénonce toute posture va-t'en guerre et toute escalade guerrière, d'où qu'elles viennent, et continue d'appeler à une résolution pacifique de tous les conflits dans le respect du droit international. Nous nous opposons également fermement à toute tentative de militariser la jeunesse et nous croyons que l'École doit être au service de l'émancipation de la jeunesse et non un lieu d'embrigadement ou même de banalisation de l'Armée.

La FNEC-FP-FO refuse l'austérité imposée aux services publics et la remise en cause des droits des travailleurs au nom d'une économie de guerre. Ce budget d'austérité de Macron-Lecornu passé en force par 49-3 présente des conditions inacceptables pour l'Éducation Nationale. Pour la première fois depuis 1945, le Budget de l'armée (qui augmente de 7 Milliards) est supérieur à celui de l'Éducation Nationale, montrant ainsi les priorités plus ou moins assumées du Président Macron : armer le pays, « acculturer » les jeunes à la défense, enrichir les grands industriels et non instruire la jeunesse. Les répercussions de cette politique sont concrètes et inacceptables : 4000 suppressions de poste ! Et la baisse démographique semble un alibi bien pratique pour justifier cette saignée. Pour rappel, 10 000 postes d'enseignants ont été supprimés entre 2017 et 2022, alors que la démographie augmentait...

Dans notre département, pas de baisse démographique puisque les collèges accueilleraient 95 élèves supplémentaires à la rentrée 2026, mais les moyens ne suivent pas. Alors que les personnels, parfois à bout, dénoncent la dégradation de leurs conditions de travail, revendiquent la nécessité de baisser les effectifs par classe, de défendre les disciplines, de renoncer à l'inclusion forcée et systématique... aucune réponse n'est apportée.

En effet les dotations proposées pour la rentrée 2026 dans les collèges de Haute Savoie sont insuffisantes au regard des effectifs attendus : **29 suppressions de postes et 32 créations, soit un solde positif de 3... 3 postes pour 95 élèves de plus ! C'est inacceptable !**

Pour la FNEC-FP-FO des créations de postes significatives sont indispensables pour permettre de faire baisser les effectifs des classes, pour assurer la qualité de l'enseignement dans toutes les disciplines, pour garantir également les remplacements...

Ainsi des disciplines semblent fortement impactées. Nous alertons notamment sur la situation de l'enseignement des lettres classiques, qui est menacé, faute de moyens alloués pour son financement et faute de postes d'enseignants : cette année encore deux postes sont supprimés. La technologie continue également de subir les conséquences de sa suppression en 6ème :

encore deux suppressions, après les 22 suppressions depuis 2023 (1 en 2025, 8 en 2024, 13 en 2023) Quel avenir pour les enseignants de cette disciplines (conditions de travail, mutations...) ? Mais d'autres disciplines sont également fortement impactées : l'EPS, les lettres modernes, l'anglais, l'art plastique...

Et dans ces disciplines, comme dans d'autres, les mesures de cartes scolaires sont importantes : 10 cette année ! Et nous connaissons tous les angoisses et les difficultés qui peuvent être engendrées par les mesures de cartes scolaires. Nous demandons à ce qu'une attention particulière soit portée à l'affectation de ces collègues.

Mais notre inquiétude se porte aussi sur la situation de collèges particulièrement touchés par les suppressions de postes : au collège les Aravis de Thônes, 4 suppressions de postes (dont 3 Mesure de carte scolaire), au collège François Mugnier de Bons en Chablais, 3 suppressions, dont 2 Mesure de Carte scolaire), au collège Paul Emile Victor de Cranves Sales, 3 suppressions dont 1 mesure de Carte Scolaire... Sans parler des situations préoccupantes invisibles ici sur les tableaux : les postes non pourvus à chaque rentrée, les établissements qui voient leurs effectifs par classe saturés et n'obtiennent que peu de réponse satisfaisante à leurs revendications légitimes d'ouvertures de classes...

Par ailleurs, le nombre de postes partagés reste important : l'année prochaine, à ce jour, ce sont 119 enseignants titulaires en collège dans le département qui sont pressentis pour effectuer leur service en temps partagé, parfois pour un nombre d'heures infime, et parfois sur des établissements géographiquement éloignés, alors que souvent les besoins sont présents dans leur établissement. Mais dans l'organisation des services, il s'agit souvent pour les chefs d'établissements de gérer la pénurie d'heures poste, de faire absorber les HSA (non désirées par des enseignants déjà épuisés) et donc de contraindre des enseignants à aller effectuer une partie de leur service dans un autre établissement.

La FNEC-FP-FO demande à ce que les propositions de compléments de service sur des volumes horaires très restreints soient réexaminés et que l'affectation des CSR (Compléments de Services Reçus) puisse être discutée avec les enseignants concernés.

Pour la FNEC-FP-FO, l'Éducation Nationale a un besoin impératif de moyens pour permettre notamment :

- la baisse des effectifs par classe,
- la création des postes statutaires à hauteur des besoins (et donc l'annulation des 4000 suppressions de postes),
- l'augmentation des salaires (augmentation de 31,5 % de la valeur du point d'indice sans contreparties, pour rattraper la perte de pouvoir d'achat depuis 2000),
- la préservation de tous les enseignements disciplinaires,
- la sortie de l'inclusion forcée et systématique (et donc l'ouverture des places nécessaires en ESMS, des postes d'AESH à hauteur des besoins, avec un vrai statut et un vrai salaire...).

Il y a urgence pour l'École Publique !

Julie Hamel ,
membre FO au CSA-SD 74